

ment les salaires des ouvriers et accordé le samedi de congé payé, alors que l'État n'avait évidemment pas les moyens de supporter de telles mesures. Il a importé des quantités considérables de produits de consommation, bien que les effets d'une telle mesure sur le niveau de vie aient été assez marginaux. Mais alors que Ceausescu avait pratiquement liquidé la dette extérieure du pays, celle-ci aurait augmenté de 2 milliards de dollars entre janvier et mai seulement!

LES CHOSES NE PEUVENT ÉVIDEMMENT CONTINUER TRÈS LONGTEMPS DE CETTE façon. Le Front a promis une transition prudente vers l'économie de marché. D'après ses représentants, il vise à privatiser 70 p.100 des entreprises. Mais sa marge de manoeuvre est plus qu'étroite. Elle est quasi inexistante. L'économie roumaine est au bord du précipice. Étant donné le niveau de vie déjà lamentable de la population et ses attentes, des grèves spontanées et des révoltes pourraient devenir monnaie courante et, à défaut de forces politiques réelles, on ne peut exclure que le pays sombre dans le chaos ou adopte une dictature militaire.

En Hongrie, la situation est à tous égards meilleure qu'en Roumanie et à plusieurs points de vue meilleure qu'en Pologne. Par suite des élections de la fin de mars et du début d'avril 1990 un véritable pluralisme politique existe déjà. Le gouvernement de coalition qui vient seulement d'être installé en mai est dominé par le Forum démocratique hongrois qui a remporté 24,73 p.100 des voix contre son plus proche rival qui demeure dans l'opposition, l'Alliance des démocrates libres, qui a recueilli 21,39 p.100 des suffrages.

L'Alliance des démocrates libres a été formée par des intellectuels dissidents de la première heure. C'est le parti d'un libéralisme économique et politique des plus intransigeants et de type jacobin. Il se veut résolument moderne, anti-nationaliste et internationaliste. À titre d'exemple, il considère que la question des Hongrois de Transylvanie est un problème afférent aux droits de la personne et relevant des forums internationaux et non du gouvernement national hongrois. Le Forum démocratique hongrois, quant à lui, est nationaliste et plus près des traditions politiques hongroises. Teinté de populisme, il est accusé, plutôt à tort, par son principal adversaire, d'antisémitisme. Sur le plan socio-économique, il se voulait au départ partisan d'une «troisième voie». Mais, sous la pression électorale des Démocrates libres et, selon ceux-ci, pour gagner la confiance des institutions financières internationales, il a peu à peu adopté un programme économique qui ne se distingue plus guère de celui de son rival.



DE TOUTS LES PAYS DE L'EUROPE DE L'EST, LA Hongrie est sans doute le mieux placé pour passer à une économie de marché. Le terrain y est beaucoup plus favorable, parce que mieux préparé. Depuis la fin des années 1960, le régime du premier ministre Kadar, de loin le plus «libéral» de la région, avait mis en place de nombreux mécanismes de marché. Les cadres

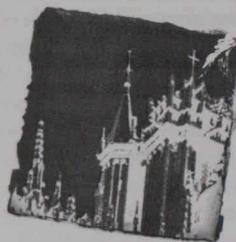
économiques des entreprises et de l'État ont été formés de longue date à cette école et ils sont habitués à fonctionner sous un régime où existe une concurrence, certes souvent limitée, mais réelle entre diverses unités économiques.

Tant en Pologne qu'en Hongrie, les économistes proches des gouvernements affirment que ce n'est pas de crédits gouvernementaux étrangers que leurs pays ont besoin, mais plutôt d'investissements étrangers directs, soit dans de nouveaux projets, soit pour l'achat d'entreprises d'État. Les Polonais jugent les résultats atteints là-dessus très insatisfaisants. Au cours de la dernière année, la Pologne a reçu des investissements étrangers évalués à 300 millions de dollars. Pendant la même période, alors qu'elle était encore dirigée par un gouvernement communiste, la Hongrie en a reçu pour 700 millions. Bien que l'on juge ce chiffre tout aussi insuffisant, il montre bien que le terrain économique et l'état de l'infrastructure sont déjà meilleurs en Hongrie qu'en Pologne.

Malgré ces éléments favorables, la dette extérieure de la Hongrie per capita est la plus élevée de toute la région, et le passage à l'économie de marché exigera des sacrifices importants de la population. Or, comme nous

le faisait remarquer un des dirigeants du Forum démocratique, le nouveau gouvernement n'a pas la moitié de la légitimité exceptionnelle dont bénéficie celui de la Pologne pour imposer des sacrifices à la population. Dans ces conditions, il pourrait être tenté, pour renforcer l'unité et la solidarité nationales, d'accentuer son option nationaliste et s'attirer ainsi de sérieux problèmes au niveau international.

Pendant la campagne électorale, le Forum démocratique a parlé d'une nation hongroise de 14 millions d'habitants, dont il se posait en défenseur. Or, on sait qu'il y a 10 600 000 Hongrois en Hongrie. Il faisait donc référence aux 2 500 000 Hongrois de Transylvanie (chiffre contesté), aux 500 000 autres de Slovaquie et aux quelques centaines de milliers qui vivent en Yougoslavie. C'est avec la Roumanie que les problèmes pourraient devenir les plus aigus. En janvier, après la chute de Ceausescu et l'ouverture des frontières roumaines, des autobus entiers de militants du Forum démocratique ont été envoyés en Transylvanie pour y soutenir et y mobiliser les Hongrois, ce qui a accentué les tensions entre les gouvernements des deux pays. Actuellement, et depuis plusieurs mois, environ 200 réfugiés hongrois quittent chaque jour la Roumanie pour la Hongrie. Proportionnellement, il s'agit d'un chiffre plus élevé que le nombre quotidien des réfugiés est-allemands de l'été dernier. Le gouvernement hongrois soupçonne son homologue roumain de favoriser cet exode, pour se débarrasser du problème. Un intellectuel, conseiller du gouvernement hongrois et par ailleurs plutôt modéré, nous disait à Budapest : «Si c'est bien là une politique délibérée de la Roumanie, nous allons accepter les réfugiés, mais nous allons exiger qu'ils viennent avec leurs terres.» On en est bien sûr pas encore là.



EN CONCLUANT AVEC LA TCHÉCOSLOVAQUIE, on peut terminer sur une note beaucoup plus optimiste. C'est certainement là que les conditions économiques et politiques sont les meilleures en Europe de l'Est. Le niveau de vie de la population y est nettement plus élevé que n'importe où ailleurs. L'endettement extérieur est faible. Le gouvernement dispose donc d'une assez bonne

marge de manoeuvre pour un passage prudent à l'économie de marché. Peut-être justement à cause de cela, le dogmatisme à l'égard du libéralisme économique est moins fort qu'en Pologne et même qu'en Hongrie. Les conseillers économiques du président Havel envisagent une économie mixte dominée par le secteur privé.

L'absence relative de sectarisme et de dogmatisme est aussi une caractéristique fondamentale de la culture politique du pays, marquée par un niveau élevé de tolérance. L'antisémitisme qui refait surface à différents degrés en Pologne, en Hongrie et en Roumanie ne se manifeste pas en Tchécoslovaquie. Certes, le ressentiment à l'égard des communistes y existe, mais on y observe moins qu'ailleurs une volonté de revanche et de règlement de comptes. Avant l'avènement du communisme, entre les deux guerres, la Tchécoslovaquie était le seul pays d'Europe de l'Est à avoir vécu une expérience authentiquement démocratique. Cette dernière a laissé des traces profondes.

La Tchécoslovaquie aura, elle aussi, des problèmes difficiles à résoudre. L'environnement a été considérablement dégradé. Moderniser son équipement industriel et ramener son économie au niveau de celle de l'Europe de l'Ouest, comme avant la guerre, seront des opérations coûteuses. La question nationale slovaque refait surface et pourrait, à terme, compromettre l'avenir de la fédération. Mais la Tchécoslovaquie paraît disposer d'atouts pour faire face à ces défis. □

1. Voir «Downhill», *Gazeta International*, n° 17, 1990, p.9.

2. Voir *New York Times*, 10 mai 1990, p.A13.

3. *Josef Pilsudski (1887-1935), héros national polonais et chef d'État du premier gouvernement indépendant de la Pologne.*